

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°17-DRCTAJ/1- 605

mettant en demeure l'EARL GATINEAU de régulariser la situation administrative de l'élevage qu'elle exploite à Menomblet

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier son livre I et son livre V ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 18 novembre 2015, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**Vu** l'arrêté du préfet de région n°2014-132 du 24 juin 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

**Vu** le règlement sanitaire départemental de la Vendée ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°97-DRCLE/4-421 du 10 novembre 1997, autorisant la SARL UNIVERS à exploiter un élevage de 30 000 dindes, au lieu-dit "les Brelutières" à Menomblet ;

**Vu** le courrier du préfet de la Vendée, en date du 10 août 2006, prenant acte que la SARL GATINEAU succède à la SARL UNIVERS, au lieu-dit "les Brelutières" à Menomblet ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°08-DRCTAJE/1-582 du 23 octobre 2008 autorisant les gérants de la SARL GATINEAU à exploiter un élevage de 97 500 poulettes, au lieu-dit "Les Brelutières" à Menomblet ;

**Vu** le courrier de la préfecture du 23 août 2017, autorisant l'EARL GATINEAU à exploiter un élevage de 107 000 emplacements de volailles (poulettes futures pondeuses) en quatre bâtiments au lieu-dit "les Brelutières" à Menomblet ;

**Vu** le courrier de l'inspectrice de l'environnement transmis au gérant de l'EARL GATINEAU le 10 août 2017, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, à la suite d'un contrôle de l'élevage réalisé le 8 août 2017 ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant au courrier susvisé, dans le délai imparti ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection du 8 août 2017, l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'effectif de l'élevage dépassait celui autorisé (144 300 poulettes) ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet l'augmentation des effectifs avicoles ;

**Considérant** que cet effectif non autorisé constitue une non-conformité majeure ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'EARL GATINEAU de respecter l'effectif autorisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

## **ARRETE**

Article 1 : L'EARL GATINEAU, dont le siège social est situé au lieu-dit « la Bénussière » à Saint-Pierre-du-Chemin, est mis en demeure de régulariser la situation administrative de son élevage, situé au lieu-dit "les Brelutières" à Menomblet, en mettant en œuvre les mesures suivantes :

- **dès la mise en place de la prochaine bande dans les bâtiments avicoles** : revenir à l'effectif maximum autorisé de 107 000 emplacements de volailles (poulettes futures pondeuses) ;
- **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté** : transmettre au préfet de la Vendée un courrier décrivant les mesures prévues afin de respecter l'effectif autorisé.

Article 2 : L'EARL GATINEAU adresse au préfet, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 : Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement dont un extrait est joint au présent arrêté.

Article 4 : Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 : Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Menomblet pour pouvoir y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – pôle environnement – section des installations classées (ICPE).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et le maire de Menomblet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'EARL GATINEAU par lettre recommandée avec accusé de réception et dont une copie sera transmise au sous-préfet de Fontenay-le-Comte.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 31 AOÛT 2017  
Le Préfet,



Benoît BROCARD

Arrêté n°17-DRCTAJ/1- 605

mettant en demeure l'EARL GATINEAU de régulariser la situation administrative de l'élevage qu'elle exploite à Menomblet